

# **le pouvoir aux travailleurs**

**mensuel trotskyste**

**UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES**

ISSN 0241 0494

LE 19 DECEMBRE 1993

N° 220

PRIX 4 FF



## **COTE**

## **D'IVOIRE**

### **TRAVAILLEURS**

### **N'AYONS CONFIANCE**

### **QU'EN NOUS-MEMES**

SOMMAIRE AU VERSO

**SOMMAIRE**

Page 2  
Editorial

Page 3  
Côte d'Ivoire: les  
travailleurs peuvent se  
faire entendre  
- Les retraités à  
nouveau dans la rue

Page 5  
Mauritanie: un dictateur  
à Paris

Page 6  
Mali: un coup d'Etat  
manqué de plus

Page 7  
Gabon: élections  
présidentielles truquées

Page 8  
Houphouët Boigny: un qui  
a bien mérité de la  
bourgeoisie nationale...

**ABONNEMENT**

**FRANCE:** 1 an

Pli ouvert : 70 FF  
- Pli fermé : 85 FF  
Le paiement se fait  
uniquement en liquide  
ou en timbres-postes  
courants.

**ETRANGER :**

Même tarif mais  
uniquement en coupons-  
réponses internationaux.

**ADRESSE:**

DUFEAL - COMBAT OUVRIER  
Pour le PAT B.P. 42  
92114 - CLICHY Cedex

**COTE D'IVOIRE****TRAVAILLEURS, N'AYONS  
CONFIANCE QU'EN NOUS-MEMES**

Le 7 décembre dernier, quelques heures seulement après l'annonce officielle de la mort de Houphouët Boigny, le dauphin constitutionnel Henri Konan Bédié a occupé -enfin!- le fauteuil présidentiel qu'il convoitait depuis près de vingt ans. A tous ceux qui auraient des illusions et s'attendraient à un changement quelconque, il a annoncé tout de suite la couleur de sa politique: la poursuite de la même politique d'austérité.

Ainsi, il n'avait même pas vraiment besoin de changer d'équipe gouvernementale. Il s'est contenté de garder l'ancien gouvernement dont certains membres considérés comme des partisans de son rival Alassane Ouattara ont été remplacés par d'autres. Les mesures d'austérité que le nouveau premier ministre s'appête à appliquer, sont celles qui ont été annoncées par le gouvernement précédent. Elles peuvent provoquer des réactions de colère tout à fait légitime des populations pauvres.

Les dirigeants ont peur de telles réactions qui peuvent créer une situation instable et peut-être incontrôlable. C'est pourquoi, dans l'espoir de faire accepter ces mesures injustes, le nouveau premier ministre a tenté de trouver un terrain d'entente avec les partis d'opposition pour qu'ils participent au gouvernement. En vain. A part le représentant de l'USD (qui ne représente d'ailleurs pas grand-chose) qui est très pressé d'aller à la mangeoire gouvernementale.

Les deux principaux partis d'opposition, le FPI et le PIT, ont hésité et finalement refusé d'entrer dans un gouvernement qui a un avenir incertain et dont la durée légale est d'ailleurs courte (deux ans). Par calcul politique, ces partis trouvent qu'il est préférable pour eux d'attendre les élections de 1995 pour jouer leur propre carte. D'autant plus qu'en cas de troubles sociaux, ces élections peuvent être anticipées et qu'ils peuvent tromper les populations en se présentant comme des hommes nouveaux qui ont une autre politique.

*En réalité, tous ces gens-là, que ce soit ceux qui sont au pouvoir ou ceux qui sont dans l'opposition, sont les défenseurs des riches. En ces temps de crise, ils ont tous la même politique d'austérité qui consiste toujours à imposer des "sacrifices" aux seuls pauvres.*

*C'est pourquoi les travailleurs*

*et l'ensemble des pauvres n'ont aucun intérêt à faire confiance ni au gouvernement, ni à l'opposition. La seule chose qui importe est la confiance qu'ils peuvent avoir en eux-mêmes. Tout changement ou toute amélioration de leurs conditions de vie ne dépendent de personne d'autre que d'eux-mêmes, c'est-à-dire de leurs luttes et de leur unité.*

### PAR LA GREVE LES TRAVAILLEURS PEUVENT SE FAIRE ENTENDRE

Depuis novembre une série de grèves dans les secteurs publics et para-publics a montré, une fois de plus, le mécontentement des travailleurs contre les retards de paiement des salaires, les blocages des salaires ou contre les modifications des grilles de salaires qui ne sont qu'une manière à peine déguisée de réduire leur pouvoir d'achat.

Le 22 novembre, ce sont les employés de l'Electricité et du Gaz qui ont arrêté de travailler. La ville d'Abidjan ainsi que les autres grandes villes du pays ont été paralysées. Ainsi ils ont montré qu'ils peuvent se faire entendre par la direction qui, jusqu'à présent, ne voulait pas tenir compte de leurs revendications.

A la suite de cette grève, afin de faire une diversion parmi les employés, la direction a crié au "sabotage". Deux agents ont même été arrêtés, accusés d'avoir saboté une ligne. Mais les véritables "saboteurs" sont ces messieurs de la direction qui refusent de satisfaire les revendications. Ce sont eux qui poussent les employés à entrer en grève pour se faire entendre. Et ces derniers ont raison d'arrêter la production du courant électrique car c'est le moyen le plus efficace pour faire céder la direction de la CIE, société de distribution d'électricité qui fait des bénéfices énormes mais qui ne veut pas entendre parler des revendications de ses employés.

Le 24 Novembre, ce sont les employés des CHU qui se sont mis en



grève. Ils protestent ainsi contre les retards de paiement des salaires. Un certain nombre d'employés (les EN) qui n'ont pas les mêmes statuts que les fonctionnaires, n'ont pas perçu leurs salaires du mois précédent. Ces retards sont chroniques depuis avril. Après une grève de 48 heures, les employés ont reconduit leur grève pour 5 jours.

Le 29 Novembre, c'est au tour des enseignants de l'école supérieure de faire grève. Eux aussi, ils protestent contre les retards chroniques des salaires. Un certain nombre d'entre eux n'ont pas reçu les arriérés de trois mois.

A la suite de la mort d'Houphouët Boigny, les dirigeants du syndicat des CHU comme ceux du SYNARES ont suspendu leur mot d'ordre de grève. Est-ce par respect à la mémoire de cet homme dont le gouvernement porte la responsabilité de la souffrance du monde du travail ? Ou bien est-ce par ce que les bureaucrates qui sont à la tête de ces syndicats veulent ménager la

nouvelle équipe gouvernemental ? En tous cas, dans les deux hypothèses, il est évident que ce que ces dirigeants d'appareils recherchent avant tout, ce n'est pas l'aboutissement des revendications de la base mais plutôt l'utilisation des mécontentements et des aspirations des travailleurs pour leurs calculs d'intérêts personnels.

Les travailleurs, du secteur public comme ceux du privé n'ont

rien de bon à attendre du nouveau gouvernement. Au contraire, celui-ci s'apprête à mettre en application le nouveau plan d'austérité préconisé par le gouvernement précédent. Les travailleurs n'ont donc aucun répit, ni aucun délai à accorder à ce gouvernement dont le programme est connu d'avance. A savoir : des avantages et des facilités pour les riches mais les sacrifices et la misère pour les pauvres.

### LES RETRAITES SONT A NOUVEAU DANS LA RUE

Encore une fois, les retraités ont manifesté leur mécontentement pour leurs pensions impayées. Ils ont envahi le boulevard de Gaulle à Adjamé le 17 décembre.

Mais quoi d'étonnant de voir que le pouvoir public ne donne pas la priorité aux problèmes des travailleurs ! Ne sont-ils pas au service des riches ? Que leur importe que des travailleurs retraités se déplacent de l'intérieur du pays, avec tous les frais et les difficultés que cela suppose, dans l'espoir de toucher leur argent ? Que leur importe de savoir que les familles des travailleurs n'ont le plus souvent aucun autre ressource que le seul paiement de leur maigre pension ? Que leur importe de savoir que les travailleurs souffrent ?

Aux yeux des riches, ne sont-

ils pas que leurs esclaves ? Les esclaves n'ont pas la priorité !

Les vieux donnent un exemple à tous les travailleurs. Ils ont trouvé le moyen le plus efficace pour se faire entendre, en manifestant leur colère dans les rues, en y érigeant des barricades, en empêchant les voitures de passer.

Tant que ce genre de réaction se limite aux retraités, ceux qui nous dirigent peuvent encore se faire une raison. Mais le jour où les cadets, ceux qui travaillent encore dans les entreprises, dans les commerces, dans les transports, dans les banques suivront la même voie, alors, ils auront des raisons d'avoir peur. Et chez ces gens-là, la peur est le commencement de la sagesse...

### L'OPPOSITION ET LE POUVOIR MEPRISENT LES TRAVAILLEURS

Profitant de la "journée de la paix", le journal "la voie" (du 16 Novembre 1993) y consacre un article pour dire que le jour où "la gauche" arrivera au pouvoir, elle supprimera cette journée. Selon ce porte-voix du FPI il y a "trop de jours fériés" et "le pays a besoin de travailler plus dur et plus longtemps... Il nous faut, ajoute-t-il une Côte

d'Ivoire laborieuse qui arrête de chanter et de danser". Il va même plus loin en protestant le contre paiement de ces jours fériés.

Les travailleurs sont prévenus, pour ceux d'entre eux qui n'ont pas encore compris, que la "gauche" représente, comme le PDCI, le camp des riches !

Ces gens ont le culot d'écrire que les travailleurs passent leur temps à "chanter" et à "danser". Il est bien vrai que tous ces politiciens ne désignent pas

nommément les travailleurs mais ils parlent "des ivoiriens" en général pour, justement, mieux tromper les pauvres.

## MAURITANIE

### UN DICTATEUR A PARIS

Il y a quelques jours le dictateur mauritanien Ould Taya est arrivé à Paris; il a été reçu par ses maîtres, Mitterrand, Balladur et Chirac.

A cette occasion il y a eu une manifestation organisée par le CSDM (comité de soutien aux déportés mauritaniens). Le slogan était : "Ould Taya assassin", Ould Taya dehors". Ce slogan résultait d'une colère profonde de la population négro-africaine de Paris. On sait que ce dictateur avait fait assassiner des centaines voire des milliers de villageois mauritaniens qui ont le seul tort d'être des

Négro-africains. Jusqu'à présent il y a des milliers de ressortissants mauritaniens qui se sont réfugiés dans le département de Matam au Sénégal ou du Mali dans la région de Kayes.

Toutes ces populations n'osent pas retourner en Mauritanie sous peine d'être emprisonnées ou assassinées. Car pour un certain nombre d'entre elles, leurs villages ont été complètement détruits et leur bétail confisqué.

Tout cela à cause de la politique raciste et fascisant du gouvernement d'Ould Taya.

### LES TRAVAILLEURS N'ONT PAS DE PAYS

La semaine dernière les chauffeurs de taxi de la capitale mauritanienne Nouakchott ont fait deux jours de grève, non pas pour protester contre l'augmentation des prix qui est vertigineuse ni contre la politique réactionnaire anti-ouvrier du gouvernement de Ould Taya mais ils le faisaient pour demander à ce dernier d'interdire aux ressortissants d'autres pays vivant en Mauritanie de travailler comme chauffeurs de taxi ou d'autocar. Ils voulaient que cet emploi soit réservé aux seuls nationaux.

Ce mouvement était-il téléguidé par le mouvement raciste bédani de la Mauritanie ou était-il manipulé par le gouvernement mauritanien lui-même? Quand on se rappelle comment le gouvernement d'Ould Taya s'était conduit envers les ressortissants sénégalais et les négro-africains mauritaniens en 1989, on ne peut qu'avoir des doutes sur l'origine de ce mouvement.

En tous cas les travailleurs qu'ils soient de nationalité mauritanienne ou autres n'ont pas intérêt à s'entre-déchirer pour de

telles futilités. Car en se divisant, c'est leur ennemi de classe, le gouvernement d'Ould Taya en tête et tous ses compères patronaux, nationaux ou internationaux qui se réjouiront de cette division. Les travailleurs

qu'ils soient arabes ou non arabes, mauritaniens ou non mauritaniens appartiennent tous à la même classe, celle de la classe ouvrière; ils ont tous les mêmes ennemis, les exploités et le gouvernement à leur solde.

## MALI

### UN COUP D'ETAT MANQUE DE PLUS

Il y a quelques jours les militaires ont failli renverser le régime civil d'Alpha Oumar Konaré à Bamako. Paraît-il que ce complot était dirigé par Oumar Diallo, ancien aide de camp de Moussa Traoré.

Et pourtant ce galonné avait reçu tous les honneurs par ses compères au moment du renversement de Moussa Traoré. Beaucoup de gens disaient que sans sa collaboration, Balla (Moussa) ne serait jamais pris.

Mais en fait Toumani Touré n'avait pas confiance en cet ancien collaborateur proche de Moussa car quelques semaines après la prise de pouvoir de Toumani Touré ce même Oumar Diallo a été arrêté sous prétexte qu'il préparait un coup d'Etat. Il a été libéré par la suite par Konaré sans même que les gens sachent sous quelles conditions il a été libéré.

Maintenant, pas plus tard que la semaine dernière on a fait courir une rumeur à Bamako que les officiers de l'armée dirigés par Oumar Diallo préparaient un coup d'Etat militaire. Il a été immédiatement arrêté ainsi que d'autres complices. Il rejoint ainsi

d'autres officiers en prison tel que Lamine Diabira ancien gouverneur militaire de Tombouctou devenu ministre de l'intérieur sous le régime de Amani Toumani Touré.

Tout cela montre que ces galonnés corrompus n'ont pas envie de retourner à la caserne jouer le rôle qui est le leur c'est-à-dire des militaires de caserne. Mais ils veulent le pouvoir coûte que coûte parce que après plus de 22 ans passés au pouvoir, ils ne veulent plus le quitter. Leur chef ATT avait promis les élections libres et démocratiques et laisser tout le pouvoir aux civils. Apparemment ses déclarations n'engageaient que lui même. Lui, il a cédé le pouvoir aux civils (d'ailleurs on peut se poser la question: pour combien de temps ce pouvoir civil va durer et quel est le rôle joué par ATT dans toute cette magouille au sein de l'appareil d'Etat).

Pendant que les militaires jouent aux complots ou les déjouent, la population végète toujours dans la misère et dans la pauvreté. Entre le pouvoir civil de Konaré et celui du galonné Moussa Traoré, c'est toujours la misère et la dictature pour les pauvres.

## GABON

### ELECTIONS PRESIDENTIELLES TRUQUEES

Les élections présidentielles du 5 décembre au Gabon ont fini par la victoire de Bongo avec juste 51% devant le candidat de l'opposition, le prêtre Mba Abessole qui a obtenu que 27,5% des voix.

Voilà donc Bongo consacré par les urnes.

Oh, tout le monde sait que les urnes avaient été manipulés et les élections truquées. Bongo a fait distribuer à ses sbires des cartes d'électeurs pour leur faire voter plusieurs fois en sa faveur. Il paraît que dans aucun des bureaux de vote le score de Bongo ne dépassait les 35% des voix.

Et les observateurs étrangers venus contrôler le déroulement des élections ont dû surement avoir des recommandations fortes pour déclarer que " les gabonais avaient eu la possibilité de s'exprimer librement ". Ou bien comme ces parlementaires français et européens qui ont eu le culot de dire " Au regard de nos normes, il n'y a pas eu beaucoup d'irrégularités ". Il est bien vrai que pour eux, représentants de l'impérialisme, leur norme c'est le succès de Bongo. Autant dire qu'ils ont fermé les yeux devant les irrégularités flagrantes.

Les ficelles étaient tellement

grosses que Bongo n'était pas tranquille pendant ces élections. Juste avant d'annoncer les résultats, qui ont eu lieu quatre jours après la fin des élections, on voyait l'armée qui prenait position dans les rues, des chars patrouillant dans la ville. Le pays était en état de siège.

Ceci n'a pas empêché, une fois les résultats connus, que beaucoup de gens soient descendus dans les rues pour protester contre ces élections truquées.

Peu importe cependant ce que pensent les électeurs eux-mêmes, ce que dit l'opposition qui a proclamé son propre candidat, Mba Abessole gagnant : Bongo est content et ses patrons de la société pétrolière Elf-Aquitain, véritable maîtresse du pays le sont aussi. On a fait semblant de consulter le peuple et maintenant que c'est fait, il n'a plus qu'à se taire pendant que tout continue comme avant. Elf-Aquitaine continuera à piller le pays ; Bongo à s'enrichir du gros pourboire qui lui est versé pour services rendus.

Jusqu'à tant que le peuple pique un gros coup de colère, et ne l'exprime pas seulement dans les urnes...

## HOUPHOUËT BOIGNY

### UN HOMME QUI A BIEN MERITE DE LA BOURGEOISE NATIONALE ET DE L'IMPERIALISME FRANCAIS

Ses biographes officiels ont eu le temps, au fil de trente ans de dictature,

de fabriquer un portrait flatteur de Houphouët-Boigny. "Père de l'indépendance", ou "père de la nation", voilà les qualificatifs les plus modérés pour le désigner.

"Père de la nation" ? Houphouët n'a jamais été le père, au sens symbolique, que de la mince couche de privilégiés ivoirienne : gros planteurs, gros commerçants, notables des campagnes et des villes, la bourgeoisie petite et moins petites et, une fois l'indépendance acquise, les profiteurs de l'appareil d'Etat.

"Père de l'indépendance" ? Oui, Houphouët-Boigny l'est devenu... à partir du moment où les milieux dirigeants de l'impérialisme français ont eux-mêmes décidé qu'il était temps de liquider la forme coloniale de leur domination, pour faire perdurer la domination elle-même sous d'autres formes. Mais jusque là, Houphouët-Boigny, un des principaux représentants des intérêts de la bourgeoisie impérialiste française, était hostile à l'idée de l'indépendance.

Oh, il fut un temps où Houphouët passait pour le chef de fil de la contestation du pouvoir colonial. Mais même

là, pas du colonialisme ; et même là, du point de vue des seuls intérêts de la couche privilégiée ivoirienne alors encore minuscule.

Quand en 1944 l'administration coloniale basée à Alger autorise la création des syndicats professionnels en Afrique, aussitôt un syndicat agricole africain (SAA) est créé à Abidjan par des gros planteurs. Très vite ce syndicat compte environ douze mille adhérents, soit trois planteurs ivoiriens sur cinq. Houphouët Boigny, chef traditionnel, cofondateur du SAA sera élu en 1945 à la présidence du syndicat. C'est à ce titre qu'il est élu député pour représenter la Côte d'Ivoire à l'assemblée française. Il y revendiquait l'abolition du travail forcé dans la plantation (les gros planteurs colons avaient le droit faire travailler gratuitement les indigènes), ce qui défavorisait les gros planteurs ivoiriens et les gros propriétaires terriens; il revendiquait aussi une égalité de droits entre planteurs français et ivoiriens.

Un an plus tard, en avril 1946, ces planteurs créent le PDCI (Parti Démocratique de la Côte d'Ivoire); quelques mois après cet événement, il se crée à Bamako le rassemblement démocratique africain (RDA) qui va porter à sa tête le même Houphouët Boigny.

Député au Parlement français,

Houphouët a fleurté quelque temps avec la SFIO (ancêtre du PS français actuel) et même avec le PCF avec lequel son parti, le RDA, fut quelque temps apparenté dans l'Assemblée.

Mais lors de la montée du nationalisme anti-colonialiste, le RDA apparaissait bien vite comme un parti modéré prêt à toutes les compromissions avec le pouvoir colonial français.

La défaite de l'armée française au Vietnam et l'éveil du mouvement nationaliste en Algérie ont favorisé une poussée nationaliste en Afrique noire. Le RDA perdait de sa crédibilité surtout auprès des jeunes par ses attitudes modérées face aux "progressistes" (l'opposition nationaliste). Pour maintenir ses positions, Houphouët collaborait de plus en plus avec l'impérialisme français.

Il était devenu l'Africain de service dont le rôle était de cautionner toutes les infâmies du colonialisme français dans une période où il était d'autant plus féroce qu'il livrait ses derniers combats. Houphouët a été récompensé par plusieurs postes successifs de ministre de la 1<sup>re</sup> République. C'était, rappelons-le, une période où l'impérialisme français menait une guerre coloniale odieuse en Algérie ; où les parachutistes de Massu et de Bigeard ratissaient, torturaient, assassinaient pour empêcher le peuple algérien à accéder à l'indépendance. Et aussi, il ne faut pas oublier, pour défendre "leur" empire colonial, dont la Côte d'Ivoire faisait partie.

Pendant que les paras français

exécutaient les basses œuvres des gouvernements français contre les peuples colonisés, Houphouët était ministre de ces gouvernements..

Il n'est devenu partisan de



l'indépendance que lorsqu'il en a reçu l'ordre des dirigeants français du moment, de Gaulle en l'occurrence, en même temps qu'il a reçu sa promotion de Président de la République de la Côte d'Ivoire. Mais rappelons, aussi, en passant qu'alors que le RDA se prétendait auparavant partisan d'une certaine unité africaine et qu'il regroupait dans ces rangs et à sa tête des hommes politiques de plusieurs pays colonisés par la France, Houphouët était parmi les premiers à oublier ses discours unitaires. Paris a en effet estimé que maintenir l'unité même seulement de l'ancienne Afrique Occidentale Française était trop dangereux en cas d'indépendance

et qu'il était plus prudent de diviser pour régner. Houphouët s'est aligné, comme de bien entendu.

Après l'indépendance comme avant, Houphouët a consacré toute sa vie à la défense des intérêts de l'impérialisme français. Les capitalistes exerçant en Côte d'Ivoire, tels que ceux qui s'occupent de la commercialisation du café et cacao, et tout récemment Bouygues qui s'est taillé une part de lion en investissant dans le service des Eaux et Electricité peuvent faire des affaires juteuses et rapatrier sans limites leurs bénéfices grâce à un code d'investissement qui leur sont favorables.

Les capitaux étrangers affluent dans le pays jusqu'au moment de l'effondrement des prix du café et surtout du cacao sur le marché mondial à partir de 1977. La crise s'installe rapidement dans le pays et cette crise-là, Houphouët va la faire payer aux petites gens et aux pauvres. Le plan d'austérité (licenciements dans la fonction publique, blocage et diminution des salaires) imposé par le FMI et la banque mondiale est appliqué avec rigueur par Alassane Ouattara.

Cette rigueur-là ne s'applique pas aux bourgeois ivoiriens qui, pendant les années du "miracle" ivoirien, se sont bien enrichis en exploitant les travailleurs.

Ces riches-là ne connaissent pas la crise. Ils continuent, comme auparavant à mener le même train de vie. Ils continuent de rouler en mercedes, d'habiter de luxueuses villas à Cocody et de faire leurs achats à Paris. Les privilégiés ivoiriens qui sont bien installés dans l'appareil

d'Etat continuent de piller les caisses de l'Etat à leur profit personnel.

En pleine crise, Houphouët a gaspillé de l'argent en se lançant dans des dépenses de prestige pour par exemple construire la basilique de Yamoussoukro. A ceux qui lui reprochaient ces dépenses coûteuses, Houphouët avait répondu: "Les gens s'étonnent que j'aime l'or. C'est parce que je suis né là-dedans. J'ai été le premier en Côte d'Ivoire à introduire une Cadillac; les gouverneurs n'en avaient pas." Cette réponse avait choqué les petites gens dont la plupart vivent dans les quartiers pauvres, à Abobo, Adjamé, Treichville ou Yopugon.

Et quand en mars 1990, les étudiants mécontents de leurs conditions de vie sont descendus dans la rue, ils n'ont pas hésité, dans les slogans qu'ils scandaient, à traiter Houphouët de "voleur" de "corrompu"; ils n'ont pas hésité à réclamer sa "démission". Le mythe du "vieux sage" s'est effondré. La contestation a gagné la rue.

Les manifestations se succèdent aux manifestations contre le plan d'austérité à tel point que le gouvernement est obligé de le retirer, du moins provisoirement. La contestation estudiantine et le mécontentement des travailleurs ont convaincu l'impérialisme français qu'il valait mieux se réserver une soupape de sécurité en remplaçant la dictature ouverte par un régime multipartite. Le multipartisme a été instauré en Côte d'Ivoire mais cela n'a pas empêché Houphouët à jeter les opposants politiques en prison ou à éliminer en douce tous ceux

qui contestent sa politique et son parti, le PDCI. Les méthodes dictatoriales du régime n'ont guère changé.

En menant la politique qui a été la sienne, Houphouët-Boigny n'a évidemment pas oublié ses intérêts personnels. A sa mort, il aura laissé une fortune considérable. Le montant de ses dépôts dans les banques occidentales serait, selon les estimations, l'équivalent de la dette nationale de la Côte d'Ivoire. Cette fameuse dette nationale, au nom du remboursement de laquelle on pressure encore plus les couches pauvres de la société..

Mais tout en satisfaisant ses propres intérêts, Houphouët a su être efficace pour le compte de ses mandants.

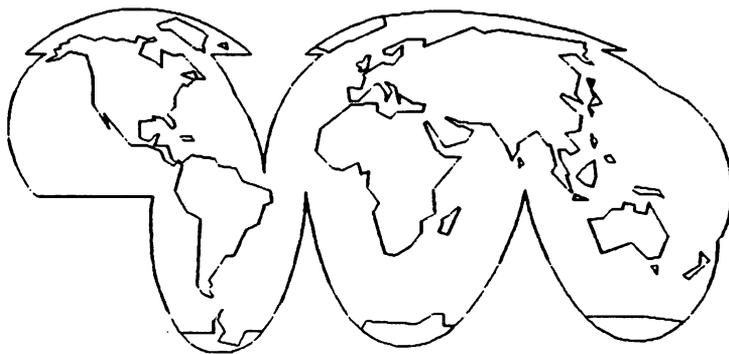
La bourgeoisie française a toute raison d'être contente de lui : les

Bouygues, les Bolloré peuvent piller la Côte d'Ivoire en paix et exploiter ses travailleurs. Et l'Etat français lui est redevable de trente ans de paix sociale maintenue. La bourgeoisie ivoirienne

Quant à la bourgeoisie ivoirienne, elle peut être reconnaissante à Houphouët d'avoir pu s'enrichir, comme faire se peut, dans un monde bourgeois où les grosses sources d'enrichissements sont tout de même réservés à la grande bourgeoisie d'Occident.

Quant aux classes pauvres, aux travailleurs des villes, aux petits paysans, elles n'ont certainement pas de larmes à verser pour le chef d'Etat disparu. C'est une maigre consolation pour eux de savoir que le mal que Houphouët leur fit, au nom de la bourgeoisie, il le fit bien..

## TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.